



NEWSLETTER N° 10

DECEMBER 2007

LE TEMPS DE LA RATIFICATION



Après des mois d'intenses négociations, le texte du traité modificatif de l'Union européenne a été finalisé lors du sommet informel de Lisbonne en octobre.

Dès son entrée en vigueur, il contribuera à améliorer le fonctionnement des institutions, renforcer le contrôle démocratique et affermir la cohésion de l'UE vis-à-vis de l'extérieur.

Il doit notamment permettre à l'UE de prendre de nouvelles initiatives en matière de changement climatique et d'énergie. La charte des droits fondamentaux aura force de loi et, pour la première fois, les citoyens auront le droit de demander à l'UE de faire des propositions législatives dans des domaines spécifiques. Le rôle des Parlements nationaux et du Parlement européen sera également renforcé.

Le traité prévoit en outre la création de deux nouvelles fonctions: celle de président du Conseil de l'Union européenne et celle de haut représentant de l'UE et vice-président de la Commission, qui permettra à l'Union de s'exprimer d'une seule voix en matière de politique étrangère.

La balle est désormais dans le camp des citoyens et des Parlements nationaux: le décompte pour la ratification a commencé.

Suite page 3

Publication du Secrétariat général de la Commission européenne / Unité SG.G3

Comité de rédaction : Ph. GODTS, B. GISZCZAK, M. JARON, K. STAWSKA

Sous la responsabilité de : Andrea PIERUCCI et Philippe GODTS

Le mot du coordinateur du Secrétariat Général

Le temps des ratifications.... mais aussi de l'approfondissement

Le nouveau traité qui confère plus de pouvoirs au Parlement européen et aux Parlements nationaux doit encore être ratifié. Les Parlements nationaux ont, pour leur part, un rôle essentiel à jouer à ce propos. Quant à la Commission, elle doit se préparer. Ce n'est pas seulement une question technique, de mise en place des procédures nécessaires. Il s'agit surtout d'améliorer les mécanismes de dialogue et d'échanges politiques. Il faut approfondir les échanges de vues, rendre l'Union plus politique et accessible dans ses propositions et dans son fonctionnement au jour le jour. La solution de la crise institutionnelle est désormais en vue. Les fora inter parlementaires organisés par le Parlement européen et le Parlement national de la Présidence ont, tout comme la COSAC, accompagné le mouvement; il importe maintenant de définir l'horizon des objectifs politiques, sous présidence Slovène et au-delà, et surtout d'agir en conformité: lutte contre le changement climatique politique énergétique, stratégie de Lisbonne.

Meilleurs vœux pour 2008

Le 20 décembre 2007

Philippe GODTS
Secrétariat général de la Commission

SOMMAIRE

 A propos
 Editorial

Le mot du coordinateur du Secrétariat général de la Commission

- Le temps de la ratification
- Charter of Fundamental Rights
- COSAC meeting – Lisbon, 14 – 16/10/2007
- COFACC meeting – Lisbon, 8-9/10/2007
- Slovenian presidency
- Luigi Gianniti - "Qui sera le nouveau Haut Représentant de l'Union?"

 Brèves :

Visits of the President & Commissioners
Réunions avec les représentants permanents des Parlements nationaux

Do you know it?

L'équipe du Secrétariat général de la Commission en charge des relations avec les Parlements nationaux s'est étoffée avec l'arrivée d'un nouveau collègue: bienvenue à **Milan Jaron**.

Andrea Pierucci sera en charge de nouvelles fonctions au 1^{er} janvier 2008; qu'il soit remercié pour son inspiration communicante.

LE TEMPS DE LA RATIFICATION - SUITE

La quatrième rencontre interparlementaire sur l'avenir de l'Europe

C'est dans ce contexte que s'est tenue les 3 et 4 décembre la quatrième rencontre interparlementaire sur l'avenir de l'Europe au PE à Bruxelles, regroupant les représentants des assemblées des vingt-sept Etats membres et du Parlement européen.

Durant la réunion, trois groupes de travail se sont penchés sur trois thèmes connexes: "Un rôle accru pour les parlements dans l'UE, plus de responsabilités pour les Parlements nationaux", "ratification et entrée en vigueur du traité de

Lisbonne" et "le nouveau paysage institutionnel: plus d'efficacité et de cohérence".



"Les Parlements nationaux sont les grands vainqueurs"

Pour Jaime Gama, Président de l'Assembleia da Republica portugaise, "les premiers gagnants du nouveau traité sont les Parlements nationaux", dont le rôle s'est amplifié à chacune des révisions subséquentes des traités.

Le rapporteur du premier groupe de travail sur le rôle des Parlements nationaux dans l'UE, Helder Amaral, de l'Assembleia da Republica, a exclu toute concurrence entre les Parlements nationaux et le Parlement européen : "ils ont tous des rôles différents à jouer, mais l'objectif commun est de rapprocher l'UE des citoyens", a-t-il déclaré. Il a ainsi proposé d'encourager "l'échange d'informations et de meilleures pratiques entre les Parlements nationaux, afin d'améliorer l'utilisation des crédits communautaires et, par exemple, des fonds structurels".

Expliquer les réformes à l'opinion publique

Jo Leinen (PSE, DE), président de la commission des affaires constitutionnelles du PE, a jugé indispensable de communiquer efficacement afin d'expliquer le contenu et les objectifs de la réforme à l'opinion publique. Il a préconisé la rédaction d'une version plus accessible aux lecteurs du trop complexe Traité modificatif.

Pour Jean-Luc Dehaene (PPE-DE, BE), rapporteur du groupe de travail consacré au processus de ratification, le nouveau traité permet à l'UE de gagner en crédit démocratique, grâce aux nouveaux pouvoirs conférés au Parlement européen et au rôle renforcé confié aux assemblées nationales.

"Aucune menace pour la souveraineté nationale"

Le dernier groupe de travail a porté sur le nouveau paysage institutionnel. Pour la grande majorité des participants, le nouveau traité ne met nullement en péril la souveraineté des Etats, a indiqué son rapporteur, Regina Bastos, membre de l'Assembleia da Republica. S'exprimant au nom des parlementaires nationaux, elle a jugé "indéniable que nous sommes désormais en meilleure posture et que nous ne sommes pas un État fédéral".

Mme Bastos a également fait part du souci de plusieurs intervenants de voir renforcer la transparence du processus décisionnel, tant au niveau national qu'européen. Enfin, elle a exhorté les parlementaires nationaux à veiller à la bonne mise en application des réformes en cas de ratification du traité de Lisbonne.

Au terme de la réunion, France Cukjati, Président de l'Assemblée nationale de Slovaquie, a esquissé le programme de son pays pour la Présidence du Conseil qui lui reviendra le 1er janvier 2008. Parmi les priorités du gouvernement slovène figure la conclusion positive du processus de ratification: "Si le traité devait être rejeté par un État membre, nous examinerons la possibilité d'envisager une Europe à deux vitesses ou un *statu quo* pour les dix prochaines années" a-t-il déclaré.

Les trois premières réunions parlementaires mixtes sur l'avenir de l'Europe se sont tenues les 8 et 9 mai 2006, 4 et 5 décembre 2006 et 11 et 12 juin 2007.

http://ec.europa.eu/commission_barroso/president/focus/reformtreaty/index_fr.htm

http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/002-14220-337-12-49-901-20071203IPR14219-03-12-2007-2007-false/default_fr.htm



The decision to draw up a Charter of fundamental rights was taken by the European Council in Cologne, on 3 and 4 June 1999. The Presidents of the European Parliament, the Council and the Commission signed and proclaimed the first version of the Charter on behalf of their institutions on 7 December 2000 in Nice.

In the following years, while working on the text of a Constitution for the EU, amendments were made to the EU Charter until on 17 and 18 June 2004, an agreement was finally reached on the draft Constitutional Treaty in which the modified EU Charter has been incorporated.

The Dutch and French "no" to the Constitution's ratification triggered new negotiations, leading to the "Reform Treaty". The only question left was how to position the Charter in the new set up.

During the June 2007 European Council, it was decided not to include the text of the EU Charter of fundamental rights in the new "Reform Treaty". In the Council's mandate for the Intergovernmental Conference, it was proposed that the Charter should simply be attached to the Treaty as a declaration.

But European Parliament wanted a different approach, both for symbolic and formal reasons: the renegotiated Charter ought to be again solemnly proclaimed at a plenary session of Parliament and then published in the Official Journal.



And this is what eventually happened on 12 December, when Hans-Gert Pöttering, European Parliament President, José Manuel Barroso, Commission President, and José Sócrates, Portuguese Prime Minister and President-in-office of the Council, signed the

Charter of Fundamental Rights in a formal ceremony at the European Parliament in Strasbourg. On the next day, the EU Heads of State or Government met in the Portuguese capital to sign the new institutional framework.

The European Union Charter of Fundamental Rights sets out in a single text the whole range of civil, political, economic and social rights of European citizens and all persons resident in the EU, defined as the EU's common values.



These rights are based on the fundamental rights and freedoms already recognised by the European Convention on Human Rights, the constitutional traditions of the EU Member States, the Council of Europe's Social Charter, the Community Charter of Fundamental Social Rights of Workers and other international conventions to which the European Union or its Member States are parties. Last but not least: it covers the political rights of citizens of the EU.

These provisions apply to the EU institutions and bodies and to the Member States only when they are implementing Union law. The Charter does not establish any new power for the Union.

However, EU citizens will be able to use it to challenge any decision taken by EU institutions, or by member states implementing EU law, that they felt infringed their fundamental rights. EU citizens could bring the matter before a judge in their country, who could request an interpretation from the European Court of Justice in Luxembourg. The European Commission could also use the charter to challenge member states if it thought fundamental rights were being violated.

A Protocol annexed to the Lisbon Treaty introduces specific measures for the United Kingdom and Poland establishing exceptions with regard to the jurisdiction of the European Court of Justice and national courts for the protection of the rights recognised by the Charter.

In its resolution of 29 November, the European Parliament urged Poland and the United Kingdom to make every effort to arrive, after all, at a consensus on the unrestricted applicability of the Charter.



As Vice-President of the Commission Mrs [Margot Wallström explained on 28.11.2007](#), during the parliamentary debate about Jo Leinen's (PSE) report on the Approval by the European Parliament of the Charter of Fundamental Rights of the European Union:

(...) The Commission welcomes the fact that the legally binding force of the Charter has been preserved through the negotiations in the Intergovernmental Conference. Like Parliament, we would have preferred to see the Charter apply to all 27 Member States, with no exceptions to its full justiciability, but we should not underestimate the results achieved. Legal force is a major step forward in building a legitimate and accountable Union, where citizens' interests are the focus of attention. This was not obvious at the outset and it has been a long road to achieving this goal fully.

The Charter proclaimed in 2000 was not legally binding. During the European Convention in 2002-2003 and in the IGC that followed in 2003-2004, the Charter was adapted in order to make it legally binding, but that process was stopped due to the failure to ratify the Constitutional Treaty.

At the European Council in June 2007, it was agreed that the future new Treaty would contain a cross-reference to the Charter, as adapted and finally approved in 2004, and that it would have the same legal value as the Treaties, and this is now reflected in the new Treaty. (...)

The proclamation of the revised Charter will provide the basis for a cross-reference in the new Treaty that will be signed the following day in Lisbon, extending the legal value and justiciability to the rights enshrined in it.

With the new Treaty and the Charter of Fundamental Rights, the Union will undeniably enhance its protection of human rights. The European Union is not only a marketplace but also a common space based on values and common rights.



COSAC meeting – Lisbonne, 14 – 16 octobre 2007

La COSAC a eu des échanges de vues très suivis avec le Président de la Commission M. BARROSO sur la CIG et le rôle des Parlements nationaux ainsi qu'avec le Premier ministre du Portugal M. SOCRATES sur la présidence portugaise et le Ministre des affaires étrangères du Portugal M. AMADO sur la politique méditerranéenne.

Le Président BARROSO a fait le point sur la CIG et le rôle des Parlements nationaux. Il a mis en avant la double approche suivie par la Commission: une Europe plus démocratique et une Europe des résultats. Il a souligné les avancées s'agissant de la citoyenneté européenne, de la Charte des droits fondamentaux, du rôle du PE et des Parlements nationaux. Il est revenu sur les initiatives prises par la Commission dans ce domaine spécifique pour souligner qu'aucune autre Commission n'avait eu tant de contacts avec les Parlements nationaux. Puis il a encore mis en avant trois progrès majeurs découlant du Traité : majorité qualifiée en JHA, bases juridiques pour l'énergie et le changement climatique, efficacité et cohésion en relations extérieures. De la sorte, notre capacité d'action dans un monde globalisé sera d'autant améliorée.

Dans sa contribution, la COSAC a souhaité que le Traité modificatif soit approuvé au cours de la réunion informelle des Chefs d'Etat et de Gouvernement des 18 et 19 octobre. Elle a appelé de ses vœux une clarification de telle sorte que le délai de huit semaines prévu pour le contrôle de subsidiarité ne commence qu'après que **toutes les versions linguistiques** des propositions de la Commission soient disponibles.

La COSAC a jugé positif le dialogue politique avec la Commission initié par la transmission des documents de la Commission aux Parlements nationaux. Elle a souhaité que ce mécanisme demeure en parallèle à la mise en œuvre du traité modificatif. Elle attend de la Commission une **évaluation de l'impact** de ce mécanisme sur la formulation des politiques.

La COSAC encourage les Parlements nationaux à renforcer leur contrôle en méthode ouverte de coordination, en particulier s'agissant de **la Stratégie de Lisbonne**. La COSAC a invité les Parlements nationaux à exprimer leurs points de vue sur la **révision budgétaire de 2008-9** notamment dans le contexte de la consultation lancée à ce propos.

FLASH NOTES



Réunions avec les représentants permanents des Parlements nationaux

La Commission a pris part à des réunions d'information avec les représentants permanents des Parlements nationaux :

<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
✓ 02/07/2007	⇒ review of the EU Emissions Trading Scheme
✓ 16/07/2007	⇒ green paper on the future Common European Asylum System
✓ 10/09/2007	⇒ reform of the common market organisation for wine
✓ 17/09/2007	⇒ proposal on political parties and foundations at the European level
✓ 19/11/2007	⇒ single market review package
✓ 26/11/2007	⇒ proposals in the area of economic migration, including the EU Blue Card
✓ 17/12/2007	⇒ white paper on health strategy

Stocktaking - National Parliament opinions

Since October 2006, the Commission has received 155 opinions from 24 National assemblies on 76 different documents. 32 opinions were issued in the framework of two subsidiarity and proportionality tests carried in the framework of the COSAC:

- 16 opinions concerned the 'divorce proposal': 13 out of these were positive (with 3 lightly critical on the subsidiarity justification); opinions from the Dutch and Czech Parliaments were negative;
- 16 opinions concerned the proposal concerning the full accomplishment of the internal market of Community postal services; the French, Belgian, Luxembourg and German Parliaments expressed their reserve on certain parts of the proposals.

The COSAC has recently launched the test on the subsidiarity check mechanism of the Lisbon Treaty basing on the proposal for the Council Framework Decision on combating terrorism from 6 November 2007. The Commission is awaiting first corresponding opinions from National Parliaments.

Other 123 opinions concerned different Commission documents; some proposals resulted in more than a single opinion; Commission documents commented on by at least three assemblies: proposals on the EIT, on the common organisation of the market in wine and on sanctions against employers of illegally staying third-country nationals, green papers on tobacco smoke, on modernising labour law, on diplomatic and consular protection, on public access to documents held by institutions of the European Community, on the European Research Area and on the future Common European Asylum System as well as communications 'A European vision for the oceans and seas' and the Annual Policy Strategy 2008.

Certain second Chambers are very active: the French Senate, the German Bundesrat, the UK House of Lords and the Czech Senate – they are authors of 88 out of 155 NP opinions. Other proactive assemblies include the Swedish Riksdagen, the Danish Folketinget and the Portuguese Assembleia da Republica. These seven assemblies have produced 128 opinions.

It is worth mentioning that the IPEX website has become an important tool of coordination of national parliamentary scrutiny processes. An example could be the proposal on the common organisation of the market in wine. The Commission has received up to date three opinions from the French Senate, the UK House of Lords and the Czech Senate. However, on the IPEX page http://www.ipex.eu/ipex/cms/home/Documents/dossier_CNS20070138 you can find references to scrutiny exercises carried also by the Czech Chamber of Deputies, the German Bundesrat, the Estonian Riigikogu, the French National Assembly, the Italian Senate, the Polish Sejm, the Swedish Riksdagen, and the UK House of Commons.

The Commission is on its way to the first evaluation of the procedure and will examine how to improve this new mechanism of direct dialogue with the NP. In many cases opinions expressed by National Parliaments were reflected in the legislative process by either Parliament or Council. It clearly points out to the added value of the initiative of the Commission. It has become an early warning system providing us with an outline of main arguments, which are usually repeated later on. The Lisbon Treaty, when it enters into force in 2009, will provide the National Parliaments with binding instrument. The Commission will prepare next year adaptation of its procedures to new Treaty provisions. In the meantime we expect continuation of the fruitful dialogue inviting all the assemblies to take part.

Do you know it? 

Visits of the President & Commissioners



Président **BARROSO**

- 15/06/2007 visit to the House of Representatives in Malta (**MT**)
- 06/09/2007 visite au Parlement roumain, Bucarest (**RO**)
- 08/10/2007 meeting of Chairmen of Foreign Affairs Committees of EU Member States Lisbon (**PT**)
- 15/10/2007 XXXVIII COSAC Meeting, Estoril, (**PT**)
- 20/12/2007 meeting with Mrs Ene Ergma, President of the Estonian Parliament



Vice-présidente **WALLSTRÖM**

- 03/05/2007 meeting with House of Lords European Committee (in Brussels)
- 12/07/2007 meeting with European Scrutiny Committee, House of Commons, London (**UK**)
- 15/05/2007 XXXVII COSAC meeting, Berlin (**DE**)
- 20/09/2007 meeting with European Affairs, Constitutional Affairs and Foreign Affairs Committees, Rome (**IT**)



Vice-président **VERHEUGEN**

- 02/05/2007 Meeting with SPD-Fraktion (**BE**)
- 15/05/2007 Meeting with SPD Landtagsfraktion (**BE**)
- 20/09/2007 Public hearing at Parliament (**IT**)
- 03/10/2007 Meeting with Senat, Europaausschuss (**FR**)
- 15/10/2007 Meeting with CDU/CSU Bundestagsfraktion (**BE**)
- 03/12/2007 Meeting with EU Affairs Committee of Irish Parliament (**BE**)



Vice-président **BARROT**

- 05/07/2007 réunion avec la Commission des affaires européennes du Parlement maltais, Malta, (**MT**)
- 05/11/2007 visite des délégations pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale et du Sénat français



Vice-président **KALLAS**

25/05/2007 meeting with the European Union Affairs Committee of the Estonian Parliament, Tallin (**EE**)
17/10/2007 meeting with the Economic Affairs Committee of the Estonian Parliament (in Brussels)
08/11/2007 meeting with the Foreign Affairs Committee of the Estonian Parliament (in Brussels)
29/11/2007 meeting with the EU Affairs Committee of the Estonian Parliament (in Brussels)
20/12/2007 meeting with Mrs Ene Ergma, President of the Estonian Parliament



Vice-président **FRATTINI**

14/06/2007 meeting with Chamber Committees, Prague (**CZ**)
17/07/2007 audition au sein de la Commission des Affaires constitutionnelles - Chambre des Députés et Sénat, Rome (**IT**)
20/09/2007 rencontre avec des représentants de la Commission des Lois de l'Assemblée nationale (**FR**)
04/12/2007 meeting with Representatives of the European Affairs Committee of the Irish Parliament (**IE**)
20/12/2007 audition au sein de la Chambre des Députés, Rome (**IT**)



Commissioner **REDING**

02/10/2007 visit to the National Assembly of the Republic of Slovenia, Ljubljana (**SI**)



Commissioner **ALMUNIA**

14/06/2007 meeting with the Foreign Affairs Committee of the Maltese Parliament (in Brussels)
12/07/2007 meeting with Latvian MPs, Riga (**LV**)
12/10/2007 presentation to the Portuguese parliament (**PT**)
05/11/2007 réunion avec les Commissions des affaires européennes de l'Assemblée nationale et du Sénat français (**FR**)



Commissioner **HÜBNER**

06/06/2007 meeting with the members of the Committee on State Administration and Local Authorities of the Seimas of Lithuania, (in Brussels)



Commissioner **BORG**

- 22/11/2007 meeting with a delegation of Liberal Democrat MPs of the UK House of Commons
03/12/2007 meeting with a delegation of Members of the Irish Parliament (TDs and Senators) from Joint Committee on European Affairs and Joint EU Scrutiny Committee
06/12/2007 meeting with a delegation from the Northern Ireland Assembly Committee for Fisheries



Commissioner **GRYBAUSKAITE**

- 05/11/2007 meeting with the Budgetary Committee, Portuguese Parliament (**PT**)
29/11/2007 réunion avec le Comité des affaires européennes, Parlement grec (**GR**)



Commissioner **FIGEL**

- 11/06/2007 Conference of the Education and Research Committee Chairpersons of the Parliaments of the Member States of the EU, the European Parliament and the Parliaments of the Candidate States, German Bundestag, Berlin (**BE**)
26/06/2007 meeting with members of German Bundestag Committee on Education, Research and Technology Assessment (in Brussels)
18/12/2007 Joint EP Committee meeting with National Parliaments on Education and Culture (in Brussels)



Commissioner **REHN**

- 15/06/2007 meeting with the Foreign Affairs Committee of the Finish Parliament (**FI**)
15/06/2007 meeting with the Grand Committee of the Finish Parliament (**FI**)
11/10/2007 meeting with the Foreign Affairs Committee/EU Affairs Committee of the Netherlands House of Representatives, The Hague (**NL**)
09/11/2007 meeting with the European Affairs Committee of the Estonian Parliament (**EE**)
22/11/2007 meeting with the CDU/CSU "European Affairs" group of the German Bundestag (in Brussels)



Commissioner **KOVÁCS**

- 26/05/2007 Conference of Speakers of Parliaments of EU, Bratislava (**SK**)



Commissioner **FISCHER BOEL**

- 03/05/2007 Northern Ireland Parliament, Belfast
- 17/07/2005 Hearing in Italian Senate – Agriculture Committee and European Affairs Committee, **(IT)**
- 04/10/2007 debate on Energy Policy and meeting with Danish MP, Copenhagen **(DK)**
- 23/10/2007 hearing in Luxembourg Parliament on wine, Luxembourg **(LUX)**
- 24/10/2007 Assemblée nationale, Paris **(FR)**



Commissioner **FERRERO-WALDNER**

- 06/06/2007 House of Lords, London **(UK)**
- 17/10/2007 House of Commons and Senate, Joint hearing, Rome **(IT)**
- 09/11/2007 meeting with Vice-President of Parliament, Vienna **(AT)**
- 15/11/2007 meeting with Chairman of Foreign Affairs Committee, Berlin **(DE)**
- 07/12/2007 meeting with the President of Parliament Joint hearing with MPs of Upper and Lower House, Vienne **(AT)**



Commissioner **PIEBALGS**

- 25/05/2007 opening Parliamentary Conference "Developing Energy Community in South East Europe", Sofia **(BG)**
- 04/06/2007 meeting with EU Affairs Committee, Tallin **(EE)**
- 14/06/2007 meeting with Foreign an EU Affairs Committee, Maltese House of Representatives (in Brussels)
- 12/12/2007 audition devant la Commission des Affaires économiques et financières Assemblée nationale **(FR)**



Commissioner **KUNEVA**

- 03/12/2007 visit to the Swedish parliament **(SE)**
- 04/12/2007 visit to the Latvian parliament **(LV)**



Commissioner **ORBAN**

- 04/05/2007 meeting with the Chamber Committees, Prague **(CZ)**
- 07/06/2007 meeting with Spanish Parliament – Mr Roberto Soravilla, spokesperson for the Popular Party and Mr Carles Gasoliba, Spokesperson for CIU (Catalan Nationalist Party), Madrid **(ES)**
- 25/06/2007 meeting with Slovenian President of the Parliamentary Committee for European Affairs and the Slovenian President of the Committee for Culture **(SI)**
- 04/10/2007 meeting with National Assembly and the Senate, Paris **(FR)**
- 16/11/2007 meeting with Portuguese National Parliament, Lisbon **(PT)**
- 13/12/2007 meeting with Members of the Austrian National Parliament and Second Chamber, Vienna **(AT)**



Slovenian Presidency

Slovenia will be the first among the Member States which joined in 2004 to assume the Presidency of the EU, thus concluding the first Trio Presidency (with Germany and Portugal), marking the last stage of the 18-month presidency programme. The Slovenian presidency will concentrate on five major priorities: the future of the Union (including the ratification of the new Reform Treaty), the West Balkans, the new cycle of the Lisbon Strategy, energy and environmental policy, and intercultural dialogue. Special emphasis will also be given to developments in the area of Freedom Security and Justice (finalizing the Schengen enlargement, EU initiatives on migration and asylum) and to the issue of the final status of Kosovo.

FUTURE OF THE UNION

The ratification process of the Reform Treaty ought to be finished before the next EP elections. Ratification of the Treaty is also a pre-condition to further enlargement, which is of immediate concern to Slovenia - neighbouring country of Croatia. By identifying the potentially delicate issues which could interfere with the Treaty's ratification by each Member State, and depending on how it sets the agenda of its presidency, Slovenia will be in position to facilitate the ratification process. For instance: the nomination of the President of the European Council, the nomination of the High Representative and the establishment of the European External Action Service should be tackled in the second half of 2008 and not earlier. Slovenia also aims at pursuing intensive pre-adhesion negotiations with Croatia and Turkey.

WESTERN BALKANS

Slovenia is expected to lead the European political initiative in Western Balkans, due to its historic links and understanding of the region. A gradual visa elimination and practical progress in areas such as transport and energy should facilitate the way of each state of the region towards EU membership. Slovenia will try to initiate a Stabilisation and Association Agreement with Bosnia and Herzegovina as well as with Serbia. The Kosovo issue will be another fundamental test for the common foreign and security policy. Facing the threat of a Russian veto on Kosovo's independence, Slovenia favours the adoption of a technical resolution in the UN Security Council that would allow the EU to take responsibility – so as to gradually take over the part currently played by the UN.

NEW CYCLE OF THE LISBON STRATEGY

Under Slovenian presidency, a new three-year cycle for the implementation of the Lisbon strategy is to be agreed upon. The focus will continue to be put on research and innovation, a competitive business environment (as support to the growth of small and medium size enterprises), adapting the social model to the competitive economy and the environmental-energy dimension. Slovenia will work on the establishment of the European Institute for Technology and the European Research Area, on the mid-term revision of the internal market, establishment of the Community patent and the promotion of the concept of flexicurity.

ENERGY AND CLIMATE CHANGE

An integrated EU climate and energy policy shall mean a secure, sustainable and competitive energy supply while preparing for negotiations on the post-Kyoto regime. Concerning the binding targets in relation to combating climate change set for the EU as a whole, Slovenia intends to cooperate closely with the EC in the burden sharing exercise, although there will be very little time to find consensus by the March European Council on emissions and renewable targets for single Member States. The

energy policy review and negotiations on energy policy unbundling will also be managed by Slovenia, with the aim of reaching an agreement by the end of the Presidency.

INTERCULTURAL DIALOGUE

2008 is going to be the year of the Intercultural dialogue. Major events will take place in Slovenia.

The presidency logo represents Slovenia's national symbol, the Triglav Mountain, and a European star.

The Slovenian presidency website is available at www.eu2008.si and www.ue.2008.si in the Slovenian, English and French. A special slogan has been devised for energy and climate change (Si.nergy for Europe), whereas the overall activity of the Government's information strategy will take place under the slogan "Slovenia is in the heart of Europe and Europe is in the heart of Slovenia".

Slovenia will cooperate closely with France, which is due to take over the presidency in the second half of 2008, as France will represent the presidency in 110 countries worldwide in which Slovenia does not have embassies.

Interparliamentary meetings organized in Slovenia in 2008

Cosac Chairpersons and the Troika

COSAC

Ljubljana, Slovenia - 18.02.2008

Conference of Defence Committees

Interparliamentary meetings organised by the EU Presidency

Ljubljana, Slovenia - 03.03.2008

Conference of Foreign Affairs Committees

Interparliamentary meetings organised by the EU Presidency

Slovenia - 17.03.2008

Conference of Culture Committees

Interparliamentary meetings organised by the EU Presidency

Slovenia - 14.04.2008

XXXIX COSAC

COSAC

Brdo - Bled, Slovenia - 07.05.2008

Conference of Agriculture Committees

Interparliamentary meetings organised by the EU Presidency

Slovenia - 02.06.2008





Qui sera le nouveau Haut Représentant de l'Union?

Auteur:

Docteur Luigi GIANNITI

Chef du Bureau Rapports avec les Institutions de l'Union Européenne
Séant Italien

Le Traité approuvé au sommet de Lisbonne les 18 et 19 octobre confirme que la nouvelle figure institutionnelle du Ministre des affaires étrangères perdra le nom de Ministre - il s'appellera Haut Représentant de l'Union - mais conservera ses attributions de Président stable du Conseil des Ministres des affaires étrangères, de Vice Président de la Commission et de sommet du service diplomatique.

Ce qui paraissait une simple dérubrication linguistique, en cohérence avec le nouveau ton non constitutionnel du Traité, montre au contraire, à un examen plus approfondi des textes, un sens qui concerne le rôle institutionnel même de cette nouvelle figure. Ce pont entre la Commission et le Conseil, que la Convention avait voulu parfaitement équilibré, avec des fondations aussi profondes dans l'une que dans l'autre institution, risque de se déséquilibrer plus nettement vers la sphère du Conseil.

Le nouveau traité devrait entrer en vigueur dans les premiers mois de 2009, en temps utile pour que les élections du Parlement européen, qui se tiendront en juin de la même année, se déroulent sur la base de la nouvelle réglementation. En vertu d'une règle contenue dans le Protocole n. 10 sur les dispositions transitoires, le mandat de l'actuel Haut Représentant viendra à son échéance au moment de l'entrée en vigueur du nouveau Traité. Cette disposition était déjà prévue dans le Traité constitutionnel et fut introduite dans le texte approuvé par les Chefs d'État et de Gouvernement au Conseil européen du 18 juin 2004, tout de suite après les dernières élections du Parlement européen. Quelques jours après, le 29 juin 2004, en tenant compte également des résultats politiques des élections européennes, les Chefs d'État et de Gouvernement désignèrent le nouveau Président de la Commission européenne et dans le même contexte

confirmeront M. Javier Solana dans son rôle de Haut Représentant pour cinq années supplémentaires, en précisant, en accord avec le Président désigné de la Commission, que M. Solana serait nommé Ministre des affaires étrangères le jour de l'entrée en vigueur de la Constitution.

Le Président de la Commission, donc, et son futur adjoint furent nommés dans le cadre du même accord politique, scellé selon les résultats des élections européennes.

Cette disposition transitoire a survécu dans le nouveau Traité. Mais son effet est bien différent. En fait, le successeur de M. Solana, qui devra aussi porter la casquette de Vice Président de la Commission (et non pas Secrétaire général du Conseil) sera nommé indépendamment, avant l'élection du Parlement européen, qui se tiendra en juin 2009, et surtout avant la désignation du nouveau Président de la Commission.

Le Parlement européen a bien compris que le fait d'avancer cette désignation engendrerait inévitablement un amoindrissement du rôle du nouveau Président de la Commission, qui s'installerait après le choix de son adjoint le plus important et quelques mois après la prise de fonction par celui-ci. Ce serait également un préjudice aux prérogatives du Parlement européen, qui devra élire le nouveau Président de la Commission sur la base d'une désignation des Gouvernements, en tenant compte - comme le dit le nouveau Traité - des élections du Parlement européen.

La déclaration sur l'article 9 du traité sur l'Union européenne, voulue par les représentants du Parlement européen à la CIG a expliqué que, jusqu'à la constitution de la nouvelle Commission, un Haut Représentant sera nommé avec un mandat temporaire, qui prendra effet à partir de l'entrée en vigueur du nouveau Traité et qui expirera au terme du mandat de la Commission actuellement en

fonction. D'autre part, le nouveau Haut Représentant, Vice Président de la nouvelle Commission, sera nommé en même temps que les autres Commissaires, à travers une procédure qui prévoit l'agrément du nouveau Président de la Commission. C'est évidemment une procédure où la voix du Conseil prévaut - comme cela est écrit dans le Traité constitutionnel - sur celle du Parlement. Et pourtant cela permet d'éviter que le nouveau Parlement, et surtout le nouveau Président de la Commission, se trouvent face à un Haut Représentant déjà en fonction, fort d'un mandat obtenu avant les élections du Parlement européen.

Qui sera donc le Haut Représentant dans la période de transition?

Aucun indice n'est donné dans la déclaration, mais néanmoins le Parlement européen y a obtenu d'être "contacté" avant que le Conseil procède à la désignation.

La solution de transition la plus simple est bien sûr la prorogation du mandat de M. Solana pour quelques mois. En ce cas, selon l'article 5 du protocole n. 10, au moment même de la désignation du nouveau Haut Représentant, arriverait à échéance le mandat de l'espagnol M. Almunia, membre de la Commission qui a la même nationalité que M. Solana. Ainsi, pendant quelques mois, se poserait le problème de l'attribution de l'important portefeuille des affaires économiques et monétaires à un autre Commissaire ou même directement au Président. Une solution alternative pourrait être l'attribution du mandat de Haut Représentant à l'actuel Commissaire pour les relations extérieures - Mme Ferrero Waldner. Ce qui s'oppose à la praticabilité de cette dernière solution est la règle qui prévoit l'incompatibilité entre le rôle de membre de la Commission et tout autre rôle. Cependant, le nouveau Traité, qui serait alors déjà en vigueur, prévoit le cumul des deux charges dans un seul sujet. Il est évident que suivre l'une ou l'autre solution entraînerait un déséquilibre de la "double casquette" vers l'un ou l'autre pilier: le Conseil ou la Commission.

Il existe encore une autre possibilité: nommer une troisième personne. Mais, ou bien l'on trouve un serviteur des institutions, disponible pour un mandat de quelques mois, ou bien le

choix pourrait tomber sur une personnalité nourrissant l'ambition d'être confirmée dans son rôle; se représenterait alors le problème de nommer le Haut Représentant avant la désignation du nouveau Président de la Commission.

Le jeu se compliquerait davantage et deviendrait plus difficile pour la Commission européenne si, après l'entrée en vigueur du nouveau Traité, on devait affronter le problème de choisir qui devra présider le Conseil européen du printemps qui précède les élections du Parlement européen. Il est probable que l'ambition de la République tchèque d'accueillir, pour la dernière fois dans une capitale nationale, sous la Présidence de son premier ministre, la réunion des Chefs d'État et de Gouvernement fera en sorte que la dernière ratification soit déposée quelques jours après le Conseil de printemps. Mais si ce n'était pas le cas, par l'effet des règles du nouveau Traité, le Conseil européen devra élire un Président dans les premiers mois de 2009, avant la tenue des élections européennes.

Cette série de variables, compliquée par la difficulté d'arriver à une décision dans une Europe à 27, nourrit l'ambition de l'actuel Président de la Commission d'être confirmé (peut-être non pas la sienne seulement, mais aussi celle de l'actuel Haut Représentant). L'exigence de la continuité pourrait prévaloir sur celle de la représentativité, qui, surtout dans une Europe à 27, imposerait au contraire une rotation, un renouvellement et une forte légitimation au sommet de l'Exécutif communautaire d'un *leader* influent, responsable de la réalisation d'un programme ambitieux à l'égard du Parlement européen qui devra l'élire.

Les Greffes nationales sont déjà en train d'élaborer des stratégies et des convergences sur le nom de celui qui devra conduire l'Europe des futurs Traités. Grâce aussi à la déclaration approuvée lors du Traité de Lisbonne, le Parlement européen pourra jouer un rôle décisif, faisant en sorte que chacun des trois choix (les Présidents de la Commission et du Conseil européen et le Haut Représentant) soit renvoyé au Conseil européen de l'été 2009, c'est-à-dire après et sur la base des résultats des élections pour l'Assemblée de Strasbourg.

Luigi Gianniti

COFACC, Lisbon, 8-9 October 2007

The Conference of Foreign Affairs Committee Chairpersons of the Parliaments of the Member States of the European Union, the European Parliament and the Parliaments of the Candidate States (COFACC) meets under each Presidency and discusses issues of actuality, in general in line with priorities of the Presidency of the Council. The last meeting held on 8-9 October in Lisbon was devoted mainly to the need for a new policy for the Mediterranean within the European Neighbourhood Policy, the EU-Africa Summit and the new treaty as well as continuation on the Balkans and the Middle East issues.

Participants included Mr Jose Manuel BARROSO, President of the European Commission, Mr José SÓCRATES, Prime Minister of Portugal, Mr Javier SOLANA, High Representative for the Common Foreign and Security Policy of the EU, Mr Luís AMADO, Minister of State and Foreign Affairs of Portugal, Mr António GUTERRES, UN High Commissioner for the refugees – Fragile States, Mr Amr MOUSSA, Secretary General of the Arab League, Mr Tzachi HANEGBI, Chairman of the Foreign Affairs and Defence Committee of the Israeli Knesset and Mr Louis MICHEL, Commissioner for Development and Humanitarian Aid.



Dans son discours intitulé "L'Europe comme acteur global: Priorités et perspectives de la politique européenne de coopération au développement" Commissaire Michel s'est concentré sur 4 thèmes qui lui semblaient essentiels d'un point de vue géopolitique et stratégique:

- la pauvreté dans le monde,

Do you know it?

Previous meetings:

COFACC – 27-28 March 2006, Vienna, Austrian Parliament; themes: European perspective of the Western Balkans, the European Neighbourhood Policy, the future status of Kosovo and banning of nuclear tests; participation: Ms Ursula PLASSNIK, Minister for Foreign Affairs of Austria, Mr Eneko LANDABURU, Director General for External Relations of the European Commission.

- le changement climatique global,
- l'émergence de nouveaux acteurs internationaux;
- l'accroissement des flux migratoires.

Il a indiqué de quelle manière la Commission, en étroite collaboration avec les Etats Membres, adapte ses politiques, et notamment celles liées au développement, aux nouvelles réalités.

"Notre politique de développement peut donc permettre à l'Europe de devenir un acteur global, mais pour cela il nous faut aujourd'hui renforcer et étoffer de façon stratégique notre relation avec les pays du sud au-delà de la relation classique donateurs-pays bénéficiaire. C'est l'objectif que l'UE poursuit dans le nouveau partenariat avec l'Afrique. La présidence portugaise, avec l'appui de la Commission et des Etats Membres, prépare en ce moment même le Sommet UE-Afrique qui se tiendra ici, à Lisbonne, les 8 et 9 Décembre (...)

Si les Objectifs du Millénaire resteront plus que jamais au centre de ce nouveau partenariat, d'autres arrangements seront développés reflétant la maturité du dialogue qui s'est établi avec l'Afrique: ils couvriront par exemple les domaines de l'énergie, des sciences, de l'emploi ou de l'espace. Ce renforcement des liens existants et l'élargissement à des domaines nouveaux et innovants, jetteront les bases d'une coopération plus complète qui permettra à l'Europe d'affirmer davantage sa position d'acteur international de premier plan.

Il y a, j'en suis convaincu, une opportunité historique à saisir : l'Union européenne doit parler d'une seule voix, elle doit permettre d'unir les forces et les intérêts européens derrière des objectifs communs. C'est le sens que nous avons voulu donner au Consensus européen sur le Développement. C'est aussi un chantier nouveau et prometteur, et sur lesquels je compte fédérer les Etat Membres pour avancer ensemble vers un monde plus solidaire."

COFACC - 28-29 September 2006, Helsinki, Eduskunta; theme: the nexus between security and development and how to improve cooperation between civil and military elements in crisis management and the role of development cooperation in conflict prevention; participation: Mr Matti VANHANEN, Prime Minister of Finland, Commissioner Olli REHN, Erkki TUOMIOJA, Minister for Foreign Affairs of Finland and Ms Paula LEHTOMÄKI, Minister for Foreign Trade and Development.

COFACC – 26-27 February 2007, Berlin, Bundestag; themes: foreign-policy aims of the German EU Council Presidency, the security and stability of the Western Balkans, and the future of Kosovo, as well as the priorities of the European Security and Defence Policy; participation: Frank-Walter STEINMEIER, German Minister for Foreign Affairs, Dr Franz Josef JUNG, German Minister of Defence, Dr Javier SOLANA, EU High Representative for the CFSP, and Martti AHTISAARI, UN Special Envoy for the Future Status Process for Kosovo.



JOYEUX NOEL ET HEUREUSE ANNÉE 2008!

